

Distribution limitée

WHC-01/CONF.208/INF.4  
Helsinki, 6 décembre 2001  
Original : anglais/français

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE  
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

**COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL**

**Vingt-cinquième session**

**Helsinki, Finlande  
11 - 16 décembre 2001**

**Point 8 de l'ordre du jour provisoire : Etat de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril et sur la Liste du patrimoine mondial**

**Rapport d'avancement sur le Projet UNESCO/DRC/UNFIP 243ZAI70 - Conservation de la biodiversité dans les régions de conflit armé - La protection des sites du patrimoine mondial en République démocratique du Congo.**

Le rapport d'avancement sur le projet mentionné ci-dessus est soumis en accord avec la recommandation de la vingt-cinquième session ordinaire du Bureau qui s'est tenue du 25 au 30 juin 2001, à l'UNESCO, à Paris. Le rapport complète les informations sur l'état de conservation des sites du patrimoine mondial de la République démocratique du Congo incluses dans le document de travail WHC-01/CONF.208/9.

**CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE DANS LES REGIONS  
DE CONFLIT ARME : PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL NATUREL EN  
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**Rapport du projet UNESCO/RDC/UNF-UNFIP 243ZAI70**

Rapport d'avancement du projet  
Octobre 2001

**Etabli par l'Unité de Coordination du Projet**

Dr Kes Hillman Smith & Conservateur Principal Mafuko Girineza

PO Box 15024, Nairobi, Kenya  
kes@UNDRC.co.ke, mafuko@UNDRC.co.ke

**Organisations partenaires dans la mise en œuvre :**

Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN)  
Organisation des Nations Unies, pour l'Education, la Science et la Culture, Centre du  
patrimoine mondial (UNESCO/WHC)  
Fondation des Nations Unies (UNF) et le  
UN Fund for International Partnerships (UNFIP)  
Gilman International Conservation (GIC)  
Deutsche Gesellschaft für technische Zusammenarbeit (GTZ)  
International Gorilla Conservation Programme (IGCP)  
International Rhino Foundation (IRF)  
Milwaukee Zoological Society (ZSM)  
Wildlife Conservation Society (WCS)  
Fonds Mondial pour la Nature (WWF)  
Zoological Society of London/Darwin Foundation (ZSL/DF)

## **TABLE DES MATIERES**

• INTRODUCTION.....	3
• RESULTATS.....	6
• SITUATION ACTUELLE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DANS LES SITES DU PATRIMOINE MONDIAL EN RDC.....	21
• ENSEIGNEMENTS A TIRER DES RESULTATS .....	27

## **GLOSSAIRE DES ABREVIATIONS ET DEFINITIONS UTILISEES DANS LE DOCUMENT**

AWF	African Wildlife Foundation
CEFRECOF	Centre de Recherche et Conservation Forestière
CoCoSis	Comités de Coordination des Sites
RDC	République démocratique du Congo
FFI	Fauna and Flora International
FZS	Frankfurt Zoological Society
GIC	Gilman International Conservation
PNG	Parc National de la Garamba
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit/Coopération Technique Allemande
ICCN	Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
IGCP	International Gorilla Conservation Programme (exercice commun de l'AWF, de la FFI & du WWF, travaillant sur les habitats des gorilles de montagne en Ouganda, au Rwanda et en RDC)
IRF	International Rhino Foundation
UICN	Union Mondiale pour la Nature
CAL	Contrôle de l'Application des Lois
PNKB	Parc National de Kahuzi Biega
MIKE	Contrôle de l'abattage illégal d'éléphants
ONG	Organisation non gouvernementale
AZP	Autorité des zones protégées
Partenaire	Se réfère aux ONG et à la GTZ, travaillant en partenariat avec l'ICCN pour la conservation en RDC, dans le contexte de ce projet
RFO	Réserve de faune à okapis
PNS	Parc National de la Salonga
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNF	Fondation des Nations Unies
UNFIP	United Nations Fund for International Partnerships
USFWS	United States Fish & Wildlife Service
PNVi	Parc national des Virunga
WCS	Wildlife Conservation Society
WHC	Centre du patrimoine mondial
WHS	Site du patrimoine mondial
WWF	Fonds Mondial pour la Nature
ZSM	Zoological Society of Milwaukee

## INTRODUCTION

De novembre 1998 à février 2000, un projet ayant pour engagement à long terme la conservation de la biodiversité et des sites protégés en République démocratique du Congo (RDC) a été élaboré entre la Fondation des Nations Unies, le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, l'ICCN et les partenaires concernés. Le document de projet a été signé en mai 2000.

Le projet intitulé **Conservation de la biodiversité dans les régions de conflit armé : Protection du patrimoine mondial naturel en République démocratique du Congo** a pour objectif d'assurer la conservation des sites du patrimoine mondial en RDC à la fois pendant les périodes de troubles intérieurs, et à long terme, en mobilisant le soutien financier, logistique, technique et diplomatique aux niveaux régional et international pour renforcer la conservation des sites et l'ICCN dans son ensemble. Le projet constituera aussi un processus d'apprentissage pour informer des efforts et développer des mécanismes pour conserver des sites similaires dans les régions de conflit situées ailleurs dans le monde.

Le projet a plusieurs caractéristiques uniques qui le rendent d'une part précieux et potentiellement réalisable, et d'autre part, stimulant sur le plan opérationnel.

CARACTERISTIQUES	AVANTAGES	DEFIS
- 5 sites naturels du patrimoine mondial dans un seul pays	- Preuve de la valeur et de l'importance de la conservation ; - Justifier le soutien de l'UNESCO et de l'UNF et attirer d'autres potentiels ; -Le soutien diplomatique de l'UNESCO transcende les divisions politiques internes et met l'accent sur la neutralité de la conservation ;	- Ils se produisent dans 3 régions politiques différentes de la RDC ; - Les distances, les communications et les différences d'habitat rendent la coordination difficile.
- 2 guerres civiles importantes en RDC depuis 1996 et les effets des crises économiques et des guerres dans les pays voisins plusieurs années auparavant.	- Importance de maintenir la conservation par cette entreprise; - Habitude de faire face aux menaces et aux problèmes supplémentaires ; - Systèmes de soutien des ONG en place qui sont moins touchés par les guerres que les finances gouvernementales.	- Problèmes de sécurité ; - Perte d'équipement et de véhicules ; - Désorganisation de l'infrastructure ; - Effondrement de la loi et de l'ordre ; - Accroissement des menaces, des armes, des munitions, du braconnage et de l'exploitation minière - Difficultés de maintenir l'assistance et les opérations.

CARACTERISTIQUES	AVANTAGES	DEFIS
- Engagement à long terme des ONG et des partenaires d'aide bilatérale et technique ainsi que des organisations de soutien.	- Motivation et engagement pour développer le projet ; - Expérience et mécanismes existants pour pouvoir le mettre en oeuvre ; - Engagement continu pour apporter les fonds essentiels pour maintenir les programmes des sites ; - Collaboration mutuelle, soutien et partage des compétences ; - Formation d'une coalition qui attire un soutien supplémentaire.	- Priorités différentes entre les organisations et les projets ; - Les contrats de différentes durées entre l'UNESCO et les partenaires rendent la coordination très difficile ; - Certains sites n'ont pas de projets partenaires au sein du site du patrimoine mondial.
- Engagement du personnel local de l'ICCN à poursuivre la conservation même pendant les périodes de conflit armé.	- Le soutien du personnel et le renforcement des capacités liés à l'instauration d'un soutien diplomatique et politique sont les éléments centraux du projet.	- Nécessité d'assurer l'apport d'autres modes de rémunération, de réarmement et d'autres équipements ; - Nécessité de parer aux implications politiques par un soutien diplomatique neutre.
- Fonds de l'UNF axés sur le soutien du patrimoine mondial.	- Les fonds essentiels ont en grande partie assuré la charge financière du personnel local qui avait été assumée par différents partenaires ; - L'entente des partenaires avec l'ICCN a été renforcée et a permis l'établissement officiel de structures de fonctionnement.	- Les structures administratives et juridiques de l'UNESCO et des partenaires n'ont pas été conçues pour faire face aux risques et aux incertitudes liés à un manque de sécurité sur le terrain et avoir le niveau de souplesse nécessaire pour mener à bien les opérations de manière rapide et efficace.

Les défis liés au maintien et au développement d'une conservation suffisante des zones protégées pendant les conflits armés peuvent se résumer de la manière suivante :

- Soutien financier et logistique des opérations de base sur le terrain.
- Soutien politique et diplomatique pour promouvoir le caractère neutre de la conservation et développer un contexte dans lequel les gens puissent travailler malgré l'instabilité des pouvoirs politiques et militaires.
- Le renforcement des capacités pour remédier au fait que la responsabilité est souvent laissée au personnel local d'exécution si le personnel technique et d'encadrement doit partir, et les problèmes et les menaces augmentent donc inévitablement.
- Un financement durable à long terme est nécessaire. Les finances nationales ne s'améliorent pas immédiatement après une guerre, et l'économie en RDC s'était effondrée des années avant le commencement des guerres en 1996.

- Tirer des enseignements. Les troubles politiques et leurs répercussions sur la conservation sont manifestes dans d'autres sites du patrimoine mondial. Ce projet apportera des enseignements pouvant être appliqués dans d'autres parties du monde.

Telles sont les bases sur lesquelles le projet a été conçu. Les résultats par activité et objectif sont résumés sous forme de tableau.

## RESULTS

### 1. Objectif immédiat – Soutien spécifique à la conservation des sites du patrimoine mondial en RDC

*1.1 Résultat : La gestion des sites du patrimoine mondial est soutenue de manière appropriée en termes de personnel, d'équipement, de logistique, de formation et d'assistance technique pour assurer une protection suffisante des sites pendant les périodes de crise*

Activités	Partenaire(s) clé(s)	Réalizations	Calendrier	Commentaires
<p><b>1.1.1</b> Activité : Développer et appliquer une planification avec des ordres de priorité et un mécanisme de mise en œuvre pour les sites et les activités en collaboration, avec l'application de critères mutuellement convenus quant à la destination des fonds de l'UNF et des nouveaux fonds recueillis. Le mécanisme comporte une base de consultation entre le siège de l'ICCN, le personnel des sites, les organisations partenaires et l'UNESCO</p>	<p>Tous</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réunion de planification tenue à Lenana, Nairobi, en novembre 1999 a exposé les grandes lignes de la structure qui a été intégrée au document du projet.</li> <li>• Les critères de financement ont été établis et appliqués pour établir des priorités dans l'utilisation des fonds existants. Ils seront aussi appliqués à l'établissement des priorités quant à l'utilisation de nouveaux fonds comme ceux de l'Union Européenne et de la Coopération Belge lors d'un Atelier sur la Planification des activités de la communauté qui doit se tenir au début de 2002.</li> <li>• Les Comités de Coordination des sites (CoCoSis) se sont avérés très efficaces dans l'établissement d'une structure de planification unifiée basée sur les sites. Des plans de travail annuels des Sites ont été établis et leur mise en œuvre est évaluée lors des réunions annuelles du Groupe central.</li> <li>• Deux réunions du Groupe central ont eu lieu depuis la signature du projet. Naivasha II White Oak</li> </ul>	<p>A partir de novembre 1999 Dans les délais prévus</p>	<p>Le renforcement de l'entente entre les partenaires et l'ICCN a été l'un des plus grands avantages du programme. Il a intensifié la communication et la collaboration et a créé une structure unifiée à laquelle d'autres organismes peuvent se référer.</p> <p>Les réunions sur le développement ont été semestrielles. Les réunions ordinaires du Groupe central doivent être annuelles. Les retards dans l'établissement de l'UC ont eu des répercussions sur</p>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Unité de Coordination (UC) avait une durée initiale de trois mois (septembre à décembre 2000) ; les activités continues de l'UC ont commencé en avril 2001.</li> </ul>	En retard par rapport au calendrier prévu	l'efficacité de l'exécution du projet jusque vers mars 2001. L'application du projet est devenue plus prévisible depuis le début de l'UC en avril 2001.
<p><b>1.1.2</b> Activité : Définir des plans de travail annuels en établissant des priorités pour les activités et le soutien et ce, en se servant des critères et des méthodes établis</p>	All	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des groupes des CoCoSis ont établi des plans de travail spécifiques aux sites pour la première année sous forme de journal pour chaque site lors de la réunion de travail de Nairobi en novembre 1999. Ces plans sont évalués et actualisés chaque année.</li> </ul>	Evaluation et planification pour la prochaine réunion du Groupe central en février 2002.	Format utile de planification et de base à la collecte de fonds
<p><b>1.1.3</b> Activité : Apporter un soutien au nombre approprié de membres du personnel local capables et actifs, y compris des compléments de salaire harmonisés, des soins médicaux et des rations alimentaires</p>	PNG – IRF PNVI – WWF/GCP & PEVI PNKB – GTZ & WCS RFO – GIC PNS – ZSM	<ul style="list-style-type: none"> <li>66% du financement essentiel de la première année a servi à payer par d'autres modes de rémunération et par des primes les 873 agents d'exécution exerçant dans les 5 sites comme suit :            PNVI 348 prévus; plus de 500 payés            PNG 236 pas encore payés            PNKB 83 payés            RFO 56 payés            PNS 150 prévus ; 74 payés jusqu'ici.</li> <li>Un système pour calculer les primes afin d'encourager et récompenser le travail et une conservation accrue a été élaboré par l'UC en concertation avec chaque site et sera lié au Contrôle de l'Application des Lois (CAL).</li> <li>Les cadres devaient être rémunérés par les ONG partenaires. Pour RFO, PNKB et PNG ceci était financièrement acceptable pour les partenaires existants GIC, WCS, GTZ et IRF. Mais le PNVI et le PNS n'avaient pas de partenaires pouvant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les paiements du projet pour le <b>PNVI</b> ont été effectués depuis juin 2001 ; le WWF a avancé les fonds jusqu'alors ;</li> <li>- Tous les paiements pour le <b>PNG</b> ont été bloqués par un conservateur non coopératif du parc.</li> <li>- Les paiements du projet pour le <b>PNKB</b> ont commencé en juin 2001 mais les paiements ont été effectués par la GTZ jusqu'alors ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des dates différentes pour le commencement des contrats et des retards dans les négociations pour l'établissement de contrats ont rendu le processus de compte rendu difficile et nécessitent plusieurs procédures différentes de compte rendu pour chaque site.</li> <li>Les retards de l'UNESCO vis-à-vis des contractants causent des problèmes de transfert des paiements au personnel des sites ; dans un cas, les retards de transfert d'un partenaire de l'UNESCO ont été de près de 6 mois.</li> <li>L'impossibilité de virer des paiements au personnel de Garamba est un problème continu ; des négociations sont en cours pour transférer le conservateur opposant à Kinshasa et le remplacer par un</li> </ul>

		<p>n'avaient pas de partenaires pouvant payer les cadres. Au PNS, l'argent des gardes a été partiellement utilisé pour payer les cadres, moins que dans d'autres sites, à titre de solution provisoire pour la première année. Au PNVi un plus grand nombre de gardes que ceux prévus à l'origine a été payé. Il n'a donc pas été possible de rémunérer les cadres. Les moyens de rémunérer les cadres de PNVi sont à l'étude.</p>	<p>affectés au paiement des retards de salaires depuis octobre 2000 ; le contrat pour la deuxième année est en cours de renouvellement.</p> <p>- Le <b>PNS</b> a été payé depuis juin 2001 au nord mais la plupart du personnel a quitté le secteur sud après que 20 % du parc soit tombé aux mains des rebelles.</p> <p>Sur l'aide d'urgence du WWF approuvée en 2000 et par les ONG partenaires GIC</p>	<p>Kinshasa et le remplacer par un autre membre de l'ICCN.</p>
<p><b>1.1.4</b> <b>Activité : Créer une structure rajunie du personnel en mettant à la retraite le personnel âgé et en recrutant et formant de nouveaux gardes dans chaque site</b></p>	<p>Tous</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 60 gardes retraités au PNG</li> <li>• 70 gardes retraités au PNVi</li> <li>• 22 nouveaux gardes recrutés et formés à la RFO.</li> </ul>	<p>Le soutien des partenaires se poursuit.</p>	<p>Les problèmes de sécurité continuent d'empêcher une totale rénovation de l'équipement</p>
<p><b>1.1.5</b> <b>Activité : Subvenir aux frais d'exploitation et fournir le matériel de manière appropriée aux zones protégées</b></p>	<p>Tous, plus d'autres projets et organisations, par exemple, USFWS, Lukuru Project, Nouvelles Approches</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrats en cours d'établissement</li> <li>• Des bicyclettes et des motocyclettes doivent être fournies au cours de la deuxième année de l'exécution du projet</li> </ul>	<p>En retard par rapport au calendrier prévu</p>	
<p><b>1.1.6</b> <b>Activité : Fournir des équipements de terrain prioritaires (uniformes, matériel de communication et de patrouille, véhicules) et de l'assistance technique</b></p>	<p>PNG – IRF PNVi – IGCP &amp; PEVI/WWF PNKB – GTZ RFO – GIC &amp; WCS PNS – ZSM &amp; DG/ICCN</p>			

<p><b>1.1.7</b> <b>Activité :</b> <b>Rénover l'infrastructure de base nécessaire aux opérations (postes de garde, réouverture des pistes de surveillance, installations de maintenance de l'équipement, démarcation des délimitations)</b></p>	<p>Tous</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se poursuit grâce au soutien des partenaires, par exemple, 2 postes de patrouille en cours de construction à la RFO pris en charge par l'USFWS. La démarcation des délimitations au PNKB se poursuit financée par le GTZ.</li> <li>• Les rations, les médicaments, le carburant et les véhicules ainsi que les frais de transfert des salaires sont assumés par les partenaires.</li> </ul>		
--	-------------	--	--	--

2. Objectif immédiat : *Activités conjointes de soutien au renforcement de capacités pour la conservation à court et long terme des sites du patrimoine mondial en RDC*

Le second objectif est, par des actions de collaboration, d'établir des capacités pour le personnel des sites de l'ICCN et d'instaurer des programmes pour assurer une meilleure conservation immédiate et à long terme des sites du patrimoine mondial, renforcer l'ICCN et servir aux autres zones protégées de la RDC.

**2.1. Résultat :** *Les capacités du personnel de l'intégralité des cinq sites sont accrues pour la conservation à long terme des sites, grâce à une formation dans toute une gamme de techniques de gestion et de contrôle des zones protégées et grâce à l'établissement d'une unité de formation à long terme des gardes.*

Activités	Partenaire(s) clé(s)	Réalisations	Calendrier	Commentaires
<b>2.1.1</b> Activité : Former le personnel local des sites à la surveillance et à l'application des lois	IRF	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cours de formation des formateurs, 6 semaines dans les <i>African Field Ranger Training Services</i>.</li> <li>Formation <i>in situ</i> effectuée dans chaque site par les formateurs et un groupe de l'AFRITS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prévu à l'origine pour février 2000</li> <li>Cours reporté à sept. 2000</li> <li>Cours à nouveau reporté à octobre 2001</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Retards dans la fourniture aux stagiaires des documents de voyage appropriés</li> <li>Reprogrammé au début de 2002 afin de laisser suffisamment de temps pour terminer le travail administratif en vue d'obtenir les documents de voyage pour les stagiaires.</li> </ul>
<b>2.1.2</b> Activité : Formation du personnel local des sites à la surveillance et au contrôle de l'application des lois	ZSL/Darwin & Unité de Coordination	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des ateliers et débats sur place pour convenir des paramètres se sont tenus avec le personnel de la RFO, du PNKB, du PNVI, du PNG et à Kinshasa avec le PNS.</li> <li>Atelier de formation des formateurs à Laikipia, Kenya.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>avril, mai, juin, août, septembre 2001</li> <li>12-19 octobre 2001</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'expérience préalable et la formation variant d'un site à l'autre</li> <li>S'est avéré utile et constitue un facteur d'unification à la RFO</li> <li>L'atelier de formation a été un succès, intégrant des apports de tous les sites, accord sur les méthodes de formation en liant les versements de primes pour le contrôle de l'application des lois (CAL/MAL)</li> <li>Evaluation conjointe des paiements de primes</li> </ul>
<b>2.1.3</b> Activité : Formation du personnel local des sites aux études sur la biodiversité et à son contrôle	WCS	<ul style="list-style-type: none"> <li>En cours à la RFO liée au projet MIKE et WCS.</li> <li>Active dans d'autres sites dans des mesures diverses liées à des projets existants.</li> <li>Planification et coordination de l'atelier prévu pour le début 2002</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En cours</li> <li>En cours</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les préparatifs pour l'atelier de début 2002 avancent de manière satisfaisante.</li> </ul>

<p><b>2.1.4</b> Activité : Formation du personnel local des sites à des méthodes de communication locale et interactives</p>	<p>Unité de Coordination et PaVi &amp; GTZ-PNKB</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Activité changée en un important programme de conservation de la communauté avec le soutien de fonds apportés par le Gouvernement belge.</li> <li>• Développement des projets et planification d'un atelier la première année.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrat signé et fonds disponibles.</li> <li>• Planification d'un atelier au début de 2002.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les fonds du Gouvernement belge collectés par la GTZ-PNKB &amp; l'UNESCO ont apporté une ampleur beaucoup plus grande à ce programme pour lequel un programme de 4 ans a été élaboré</li> </ul>
<p><b>2.1.5</b> Activité : Former le personnel de gestion des parcs grâce à des modules de formation à court terme d'un niveau supérieur</p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modules disponibles au <i>Southern Africa Wildlife College</i>. Fonds à collecter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Initiatives individuelles seulement</li> </ul>	
<p><b>2.1.6</b> Activité : Etablir une installation de formation à long terme des gardes, par exemple, une unité de formation mobile de formateurs nationaux, ou une école de formation des gardes, et son utilisation pour la formation et la réformation <i>in situ</i> dans les sites du patrimoine mondial et pour le renforcement des sites selon besoin</p>	<p>IRF</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme à long terme à développer à partir de la formation des formateurs et de la formation <i>in situ</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A terminer avant la quatrième année</li> </ul>	

**2.2** Résultat : Une infrastructure de contrôle pour fournir des informations précises et en temps voulu sur l'état de conservation des sites et l'efficacité du projet

<p><b>2.2.1</b> Activité : Etablir un système de contrôle harmonisé de l'application des lois dans chaque site, lié à des paiements en fonction des performances</p>	<p>Unité de Coordination ZSL/Darwin &amp; IRF</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Projets de fiches récapitulatives élaborés par le Coordinateur du Groupe de Travail pour examen en se fondant sur l'expérience à long terme au PNG et préparation de formulaires de contrôle de l'application des lois pour le projet MIKE</li> </ul>	<p>Dans les délais prévus mais aurait dû être intégré à des contrats</p>	<p>Application réussie et revue avec des</p>
--	---	--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Système de base lié aux paiements des gardes examiné et établissement provisoire dans chaque site conjointement avec le commencement du paiement de la prise en charge des gardes et des primes et établissement d'une Unité de Coordination.</li> <li>• L'examen de ce qui est énoncé ci-dessus et la formation complète en patrouille basée sur le contrôle de l'application des lois et ses liens avec les paiements sont effectués à l'atelier du CAL sur la formation des formateurs.</li> <li>• Etablissement intégralement <i>in situ</i> avec des formateurs bien formés.</li> </ul>	<p>de mise au point car les paiements au personnel ont commencé et de plus amples informations concernant la performance des gardes sont réunies.</p> <p>Atelier prévu pour les 12-19 novembre 2001</p>	<p>changements mineurs à la RFO comme exemple de cas test.</p> <p>Superviseurs trouvés. L'équipe locale a besoin de fonds pris sur le budget des prochaines années.</p>
<p><b>2.2.2</b> <b>Activité : Faire en sorte que des programmes de contrôle de la biodiversité ou spécifiques à des espèces dans tous les sites soient harmonisés pour être cohérents les uns avec les autres et avec d'autres programmes (comme le programme de contrôle MIKE pour les éléphants du CITES)</b></p>	<p>WCS</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programmes de contrôle de la biodiversité en cours ou provisoirement suspendus pour cause de priorités de conservation dans plusieurs sites, IGCP-PNVI-S, PNG. Le PNG a effectué des études intensives sur les rhinocéros et une étude systématique du parc.</li> <li>• Planification d'un atelier pour établir des programmes, remédier aux lacunes et harmoniser les méthodes qui doit se tenir à Kinshasa.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En cours quand les conditions le permettent.</li> <li>• Avril &amp; juillet 2000</li> <li>• Début 2002</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une certaine diminution du champ d'action des patrouilles due aux menaces pour la sécurité posées par l'Interhamwe et autres groupes de militants. Problèmes internes causant la suspension temporaire de toutes les activités au PNG.</li> </ul>

<b>2.3. Résultat : Intensification des relations avec les communautés locales et collaboration à la conservation des ressources dans chacun des cinq sites</b>				
<b>2.3.1</b> Activité : Planification et élaboration de programmes communautaires dans le temps, comprenant des activités spécifiques de constitution de missions auxquelles participent le personnel local des sites, les autorités traditionnelles et les ONG locales, pour assurer le soutien des communautés locales à la protection des sites	GTZ-Coopération belge, PNVI, Unité de Coordination	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 300.000 Euros recueillis par la Coopération belge pour compléter les fonds de l'UNF.</li> <li>• Planification d'un atelier pour le lancement d'études préparatoires et d'activités de conception pour le Projet belge sur 4 ans qui doit être organisé par le Projet Education Virunga.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Juillet 2001</li> <li>• Début 2002</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Financement dégagé par la GTZ et l'UNESCO</li> <li>• Sites de développement d'activités spécifiques de soutien des communautés devant être mis en œuvre avec les fonds du Gouvernement belge et pour d'autres projets à soumettre aux donateurs.</li> </ul>
<b>2.3.2</b> Activité : Promouvoir des programmes prévus ou existants, lorsque cela s'applique, auprès des communautés autochtones habitant dans et autour des sites du patrimoine mondial, pour assurer la poursuite de leurs activités de subsistance et la pratique des modes traditionnels d'utilisation des ressources.		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le réseau du contexte plus large du projet doit être utilisé pour promouvoir les programmes en cours auprès des communautés autochtones de manière compatible avec la conservation, par exemple le programme de zonage à la RFO, le programme de soutien des pygmées au PNKB etc.</li> </ul>		

3. Objectif immédiat 3 – *Soutien politique et international*  
 Instaurer une reconnaissance régionale et internationale pour obtenir le soutien des dirigeants des autorités locales et politiques et à tous les niveaux, pour la conservation effective des sites du patrimoine mondial en RDC et dans les pays voisins touchés par les guerres en cours ; et accroître la prise de conscience et le soutien financier internationaux.

<p><b>3.1 Résultat :</b> <i>Prise de conscience générale de l'état de conservation des sites du patrimoine mondial en RDC et des travaux du projet, en facilitant l'utilisation en temps voulu et de manière appropriée l'influence internationale pour soutenir la conservation des sites et la sécurité du personnel pendant les crises.</i></p>			
<p><b>3.1.1</b> <b>Activité :</b> Assurer un flux régulier d'informations des CoCoSis au Groupe central, à l'ICCN-DG et au WHC ainsi qu'au niveau international sur l'état de conservation des sites et sur les besoins spécifiques de soutien diplomatique, politique et financier.</p>	<p>CoCoSis Unité de Coordination</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contacts radio réguliers trois fois par semaine entre l'Unité de Coordination et 3 sites.</li> <li>• Compte rendu des incidents par tous les sites. Nouvelles mensuelles du PNKB.</li> <li>• Informations transmises par l'UC et résumées dans ses rapports.</li> <li>• Contacts, soutien &amp; pression exercée par l'UC et des niveaux supérieurs comme cela est nécessaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nécessité d'un site Web</li> <li>• Comptes rendus réguliers des sites à partir de maintenant puisque le patement des gardes est en cours.</li> </ul>
<p><b>3.1.2</b> <b>Activité :</b> Par la publication d'articles, des réunions, des contributions à des documentaires télévisés et autres moyens de communication, informer la communauté internationale sur l'état et les besoins des sites et les aspects humanitaires et de conservation du programme.</p>	<p>CoCoSis Unité de Coordination Personnes privées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communiqués de presse par les sites et par l'Unité de Coordination.</li> <li>• Articles publiés sur le PNKB, la RFO, l'extraction de coltan, le PNVI.</li> <li>• Contributions aux réunions du SCB sur la conservation lors de conflits armés et étude d'articles sur la RDC et la région de Virunga rédigés pour être publiés.</li> <li>• 3 visites de journalistes internationaux à la RFO et plusieurs au PNKB.</li> </ul>	

<b>3.2 Résultat : Soutenir de puissants intérêts locaux, nationaux et internationaux pour la conservation des sites</b>				
<b>3.2.1</b> Activité : Rédiger des appels et organiser des missions diplomatiques par de hauts fonctionnaires des Nations Unies et/ou d'autres éminentes personnalités africaines et internationales auprès des gouvernements concernés et des autorités rebelles et soutenir les réunions régionales locales de moindre niveau.	Unité de Coordination Consultant diplomatique UNESCO/WHC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Succès de la 1<sup>ère</sup> Mission Diplomatique intermédiaire pour informer sur le projet et enquêter sur l'état des sites et communiquer avec les pouvoirs concernés.</li> <li>• Une réunion tripartite entre les responsables de la conservation dans 3 principales régions politiques de la RDC a réussi à favoriser le dialogue et à prendre des décisions conjointes.</li> <li>• Plusieurs appels aux instances supérieures ont été faits pour résoudre des problèmes comme la participation militaire au braconnage dans la RFO, soutenir l'Opération Tango, résoudre les problèmes politiques concernant Garamba.</li> <li>• Une réunion concernant Garamba est prévue pour résoudre le problème par l'établissement de la communication entre la DG/ICCN, le conservateur et les autorités régionales.</li> <li>• Mission Diplomatique du patrimoine mondial dirigée par le Directeur du Centre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mai/Juin 2000</li> <li>• Novembre 2000</li> <li>• Avril, mai, juin, août 2001</li> <li>• Novembre 2001</li> <li>• 25 novembre-2 décembre 2001 (visite de Kinshasa, Goma, Beni and Bunia).</li> </ul>	

<p><b>3.2.2</b> <b>Activité : Générer un soutien international</b></p>	<p>UNESCO, Unité de Coordination et tous, comme il convient</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La force de la coalition du gouvernement et des ONG expérimentées avec l'UNESCO/UNFIP a attiré et donné confiance aux donateurs et autres sympathisants.</li> <li>• Subvention du Gouvernement belge aux activités des communautés.</li> <li>• Soutien logistique de la MONUC au Parc national de la Salonga et mission diplomatique.</li> <li>• La coalition des fabricants de Tantaitte Nobium a soutenu le principe de ne pas utiliser de coltant provenant des zones protégées de la RDC.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Finalisée en juin 2001</li> <li>• 2001</li> <li>• Mi-2001</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les approches ont été faites comme il convient. La force de la coalition fait du programme de l'UNESCO/UNF avec l'ICCN et les ONG partenaires une force technique et pratique devant être reconnue et respectée concernant les problèmes de conservation en RDC.</li> </ul>
<p><b>3.2.3</b> <b>Activité : Faire la liaison avec les autorités militaires et rebelles pour faciliter la poursuite des activités de conservation et obtenir le l'approbation des autorités locales, civiles et militaires à la fourniture et au déploiement de matériel dans les sites</b></p>	<p>CoCoSis Unité de Coordination UNESCO/WHC</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La liaison et des bonnes relations sont maintenues par des réunions et des communications avec toutes les autorités concernées et elles sont à nouveau établies lors de changements intervenus dans ces autorités.</li> <li>• Les autorisations pour les voyages aériens vers les sites orientaux de la RDC ont été obtenues.</li> <li>• L'obtention de Visas de Courtoisie pour tous les partenaires au programme a été organisée.</li> <li>• Une protection conjointe par l'armée/ITCCN ou des exercices de formation ont été effectués avec succès à Kahuzi-Biega, RFO et Garamba.</li> <li>• Une mission du WHC en novembre renforcera la liaison.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En cours</li> <li>• 2000</li> <li>• Septembre 2001</li> <li>• 2000 &amp; 2001</li> <li>• Novembre 2001</li> </ul>	

3.3 <b>Résultat :</b> <i>La reconnaissance internationale de la neutralité du travail de conservation dans les sites du patrimoine mondial fait l'objet d'une étude et est obtenue, si possible.</i>	UNESCO/WHC Unité de Coordination	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Concept de Neutralité de la conservation est promu dans toutes les activités mais un statut officiel n'est pas recherché actuellement.</li> </ul>	3.3.1 <b>Activité :</b> Examiner la possibilité d'une déclaration internationale officielle du statut de neutralité des cinq sites du Patrimoine mondial et de leur personnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une mission en mars 2002 devant être dirigée par le Directeur général de l'UNESCO débattre de ce concept avec les chefs d'Etat de la RDC, du Rwanda et de l'Ouganda.</li> </ul>
--	-------------------------------------	---	---	--

#### 4. Objectif immédiat 4 : *Financement durable*

<b>Résultat 4.1 :</b> <i>Des fonds correspondants, un plus grand soutien et des dons pratiques sont recueillis selon les besoins</i>				
4.1.1 <b>Activité :</b> Etudier les possibilités d'accroître le soutien international à la conservation des sites et développer des liens avec d'autres donateurs importants pour la conservation à long terme de la biodiversité en RDC.	Tous	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des fonds de la Coopération Belge sont recueillis pour les activités des communautés.</li> <li>Des groupes de travail et les CoCoSis collectent des fonds supplémentaires selon besoin pour des activités, par exemple collecte de fonds de la ZSM, la ZSL et la WCS par l'intermédiaire de l'USPWS.</li> <li>Fonds correspondants de l'UE en cours de prospection.</li> </ul>	4.1.2 <b>Activité :</b> Déterminer sur le terrain et à des niveaux internationaux des jumelages potentiels où une aide pratique venant d'autres organisations peut être négociée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aide logistique de la MONUC</li> <li>Etablissement de cartes de base pour Kahuzi Biega par l'Université de Ghent.</li> <li>D'autres potentiels trouvés pour la cartographie à partir d'images par satellite, des fonds sont nécessaires.</li> </ul>
	Tous	<ul style="list-style-type: none"> <li>En cours</li> <li>En attente d'autres discussions et de finalisation</li> </ul>		L'entreprise en coopération UNESCO/ESA (Agence Spatiale Européenne) choisit comme projet pilote l'étude de l'habitat des gorilles. En cas de succès, l'UNESCO-ESA sera étendue et couvrira les cinq sites.

<b>Résultat 4.2. Etablissement d'un mécanisme de financement durable à long terme pour la conservation des sites du patrimoine mondial de la RDC</b>				
<p><b>4.2.1</b> <b>Activité : Elaborer un concept et commencer la mise en œuvre d'un plan stratégique pour le financement à long terme des sites.</b></p>	<p>Consultant</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La consultation pour l'élaboration du concept initial a été effectuée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Octobre-novembre 2001.</li> <li>• Projet d'exposé du concept prêt pour le 10 novembre 2001.</li> <li>• L'exposé du concept devrait être finalisé d'ici la fin novembre 2001.</li> </ul>	

5. Objectif immédiat 5: Concept pour la conservation des sites du patrimoine mondial en péril du fait de conflits armés, fondé sur les enseignements tirés

<i>Résultat 5.1: Les 'enseignements tirés' sont documentés et diffusés</i>			
5.1.1 Activité : Evaluer les expériences tirées du projet	Groupe central Coordination & WHC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluations lors des réunions du Groupe central et dans les rapports.</li> </ul>	L'évaluation sera reprise lors de la réunion du Groupe central au début de 2002 ; l'évaluation à moyen terme du projet (à la fin d'une période de 2 ans) est prévue pour la fin de 2002.
5.1.2 Activité : Effectuer des études de cas sur d'autres sites du patrimoine mondial en péril du fait de conflits armés		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation à l'atelier de l'UNESCO/WHC sur la Liste du patrimoine mondial en péril (octobre 2000).</li> <li>• Participation à des ateliers par plusieurs partenaires et apport par deux partenaires d'importants articles d'étude pour le programme de soutien de la Biodiversité sur la Conservation dans les régions de conflit armé.</li> <li>• Etudiant sélectionné pour effectuer certaines études comparatives.</li> </ul>	
5.1.3 Activité : Rédaction d'un exposé du concept	Groupe central & Unité de Coordination	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas encore applicable ; sera lancé lors de la 3<sup>ème</sup> année.</li> </ul>	

<b>Résultat 5.2. Identification et proposition d'un système approprié de textes réglementaires internationaux pour la conservation de la biodiversité pendant les périodes de conflit armé.</b>				
<b>5.2.1</b>	Activité : Examiner les instruments juridiques existants		<ul style="list-style-type: none"> <li>Des premiers contacts ont été pris avec la commission des lois de l'UICN</li> </ul>	
<b>5.2.2</b>	Activité : Rechercher la meilleure manière d'utiliser les conventions internationales et régionales existantes sur la protection de l'environnement et les mécanismes pratiques pour soutenir le travail de protection du personnel des sites et des communautés locales dans et aux environs des sites du Patrimoine mondial en péril du fait de conflits armés. Proposer des changements ou des adaptations à apporter aux lois internationales existantes comme il convient.	Consultant	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas encore lancé en tant que consultation</li> <li>L'IGCP étudie les instruments juridiques transfrontaliers existants.</li> </ul>	
<b>5.2.3</b>	Activités : Examiner la faisabilité d'élaborer de nouveaux instruments destinés à traiter des situations similaires à l'avenir.		<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas encore lancé</li> </ul>	

## **ETAT ACTUEL DE LA MISE EN OEUVRE DU PROJET DANS LES SITES DU PATRIMOINE MONDIAL DE RDC**

### *RESERVE DE FAUNE A OKAPIS (13 500 km<sup>2</sup>)*

---

Au début du programme, après la Guerre de Libération de 1996/97 puis la seconde guerre d'août 1998, l'effondrement général du droit et de l'ordre et la présence militaire accrue associée, ont fait que la RFO a été confrontée à plusieurs problèmes. Ceux-ci comportaient notamment des cas plus fréquents de braconnage, la présence militaire dans la Réserve et la participation de ces militaires au braconnage, l'augmentation des camps d'exploitation minière, à l'origine pour la recherche d'or puis du coltan – la valeur de celui-ci devenant de plus connue – le nombre inadéquat de gardes, leur manque d'armement et de formation. Selon les estimations, plus de 200 éléphants ont été tués et 18 mines de coltan ont été ouvertes entre juillet et septembre 2000. Certains de ces facteurs ont été accentués par le fait que le statut de zone protégée était relativement nouveau et que la réserve n'était pas un parc national. Il y avait l'excuse de la confusion en matière de lois sur la conservation et l'exploitation minière, le personnel était en nombre insuffisant et n'était pas utilisé au niveau de protection nécessaire pour résister à l'exploitation qui s'était développée. La réserve étant située sur une route principale, avec une zone de peuplement bien développée au siège et à proximité d'une ville, la présence militaire et le passage étaient inévitables. Tout le soutien apporté à la réserve a été réalisé par l'intermédiaire des partenaires, la WCS et la GIC et les fonds qu'elles ont recueillis.

Pour remédier à ces problèmes, le Comité de Coordination des Sites (CoCoSi) - comprenant les partenaires et l'ICCN, le CEFRECOF et des responsables de projets - a pris contact avec les autorités civiles locales et les autorités militaires ougandaises occupantes. Une opération conjointe de formation et d'application des lois (l'Opération Tango) a été menée pendant trois mois entre l'UPDF (Force de Défense du Peuple Ougandais), l'APC (Armée du Peuple Congolais) et le personnel de l'ICCN. Il en a résulté une diminution considérable du braconnage et une évacuation de la plupart des camps d'exploitation minière proches d'Epulu. Cette évacuation a aussi nécessité diverses interventions politiques à un niveau plus élevé pour lutter contre les actes de rébellion des mineurs et des négociants et essayer de juguler la reprise du braconnage à long terme par les militaires. Le soutien du projet de l'UNESCO/UNF et la position de celui-ci ont été très précieux. L'Opération a aussi apporté une formation paramilitaire aux gardes déjà en place et aux jeunes nouveaux gardes qui ont été embauchés et pris en charge par la GIC. 22 d'entre eux ont été titularisés et les armes récupérées sont venues augmenter le stock de l'ICCN destiné aux patrouilles d'application des lois. L'opération qui était soutenue par les partenaires a pris fin en mars 2001.

Le braconnage a une nouvelle fois augmenté en mai 2001, partiellement dû à l'ALC (Armée de Libération du Congo) et au retrait des forces ougandaises conformément à l'Accord de Lusaka. Certains membres du personnel militaire ont même déclaré leur intention de braconner les éléphants pour subvenir à leurs besoins puisqu'ils n'étaient pas payés. La hiérarchie de la RDC-ML et du FLC ont été régulièrement tenues informées des événements et des problèmes par les membres du CoCoSis et avec le soutien du projet UNESCO/UNF. Elles ont été d'un grand secours et ont pris des mesures pour résoudre les problèmes, lorsque cela était nécessaire. Une autre opération mixte de plus faible

envergure a été mise en œuvre à la fin de 2001 pour lutter contre le braconnage par les militaires dans le nord-est de la réserve.

Un projet de zonage a été lancé sous les auspices de la WCS et du CEFRECOF (Centre de recherche et de Conservation Forestière) avec le soutien de CARPE/USAID pour définir les différentes zones et les lois applicables et un projet de soutien et de développement des capacités de gestion de l'ICCN est en cours d'examen. Le projet pilote UNEP/MIKE (Contrôle de l'abattage illégal d'éléphants) a effectué un comptage des crottins d'éléphant et des études de coupe de ceux-ci dans la réserve et n'a constaté aucune différence importante dans la densité du crottin par rapport aux études du PIGM effectuées avant les guerres. Un atelier a été organisé en août entre l'ICCN et les deux principaux projets partenaires auquel assistait le coordinateur de projet de l'UNESCO/UNF pour évaluer la situation et planifier en collaboration la conservation du site. Les rôles complémentaires des différents programmes étaient clairs et la nécessité de renforcer les secteurs de la gestion et de la surveillance est apparue.

La GIC a payé pendant un certain temps les rémunérations du personnel de l'ICCN et a continué d'avancer les fonds tout en prévoyant à son budget le début du financement par l'UNF à partir d'octobre 2000. Elle a récupéré ses avances de fonds lorsque les fonds de l'UNESCO/UNF ont été transférés. Leur contrat de financement a donc commencé en octobre 2000 mais le système convenu de paiement de primes de l'UNESCO/UNF liées au travail et au contrôle effectués a été mis en application. Le projet MIKE a aussi mis en œuvre le système de contrôle de l'application des lois qui a été mis au point par l'actuel coordinateur de projet de l'UNESCO/UNF et est donc compatible avec le système conçu pour ce projet. C'était donc une occasion idéale d'apporter en collaboration des modifications au système existant et de le tester en association avec l'établissement du paiement de primes. Certaines questions mineures restent encore à résoudre mais toutes les parties à la RFO - à savoir la GIC, qui s'occupe des finances, la WCS qui s'occupait de la collecte des informations et l'ICCN qui effectuait les patrouilles - ont en général estimé que le jumelage des trois aspects du système a été très positif. Les résultats de juillet et août montrent qu'il y a eu en juillet 50 journées de patrouille en 10 patrouilles comportant au total 27 hommes et qu'il y a eu en août 81 journées de patrouille en 11 patrouilles. Un groupe de braconniers a été trouvé à chacun de ces mois mais le groupe a été arrêté au mois d'août seulement. 7 camps d'exploitation minière occupés ont été trouvés en août mais il s'agit désormais plus d'extraction d'or que de coltan. 225 pièges au total ont été récupérés au cours de ces deux mois. Sur la période allant de mai à août, 11 braconniers ont été arrêtés dont 4 étaient des militaires et 3 AK47 ont été saisis. 35 kg de viande d'éléphant et 44 kg d'ivoire ont été saisis. Les résultats indiquent une amélioration de l'efficacité de la surveillance dans la réserve et un accroissement de la prise de conscience des problèmes et de la manière de les traiter. De plus, il y a désormais une mesure systématique de ce qui se passe et celle-ci permet d'établir des tendances au fil du temps.

**PARC NATIONAL DE LA GARAMBA**  
(5 000 km<sup>2</sup> de parc & 7 200 km<sup>2</sup> de Réserve de chasse)

Garamba, qui conserve l'habitat de la savane du nord et les derniers rhinocéros blancs sauvages du nord (*Ceratotherium simum cottoni*) ainsi que toute une variété d'espèces de la savane, a été touchée pendant plusieurs années par la guerre au Soudan, de l'autre côté de la frontière, effet qui a été accru par les troubles civils en RDC. Le braconnage et la lutte contre le braconnage dans les savanes sont plus actifs et sujets à des confrontations que dans la forêt. La mesure des effets est aussi plus facile et plus précise par une étude aérienne et un programme de contrôle de l'application des lois a été mis en œuvre à la Garamba depuis 1992. Le tableau suivant sur des études aériennes systématiques de décomptes des animaux montre la répercussion des guerres sur la faune. Le braconnage le plus intense a eu lieu pendant la première guerre lorsque les gardes étaient désarmés et dans l'incapacité de lutter contre le braconnage pendant un certain temps (Fig. 1). En général, la survie a été très bonne pendant la seconde guerre qui a seulement entraîné une occupation de deux mois par les forces ougandaises, lesquelles étaient favorables à la conservation. Les études intensives effectuées sur les rhinocéros en 2000 montrent une augmentation de la population des rhinocéros blancs du Nord d'au moins 30 têtes avec 7 naissances.

ESPECES	Etude de 1995	Etude de 1998	Etude de 2000
Eléphants	11.175	5.874	6.022
Buffles	25.242	7.772	13.115
Hippopotames	3.601	786	967
Girafes	178	144	118
Gnous	1.680	1.362	1.058
Bubales	2.819	1.685	1.065
Maigres africains	6.601	6.505	3.902
Phacochères	5.606	4.765	1.075

ESPECES	FIN 1996	1998	2000
Rhinocéros	29	26	30

L'accès à la Garamba est devenu difficile pendant la majeure partie de 2001 en raison d'un problème interne qui provoque une entrave au versement des primes de l'UNF. Ceci comprenait une force permanente de la SPLA qui avait été installée par le conservateur dans la Réserve de Mondo Missa adjacente au parc et qui a affecté la sécurité et l'utilisation des ressources. Pendant un certain temps, une action en collaboration avec les forces de la SPLA qui sont stationnées sur la frontière et ont été longtemps la cause principale du braconnage, avait eu un effet positif sur la diminution du braconnage mais une installation permanente de Soudanais n'était pas supportable. Une réunion s'est tenue

les 22 et 23 novembre 2001 à laquelle participait le Président-Directeur général de l'ICCN, le conseiller juridique auprès du Ministre, les autorités clés de la RDC-ML, le Conservateur, les ONG partenaires et l'Unité de Coordination du projet, facilitée par un consultant de l'UNESCO. Cette réunion a maintenant résolu le problème et les paiements commenceront avant la fin décembre 2001. La réunion a eu une autre retombée utile en facilitant le dialogue intercongolais sur l'environnement pour renforcer la gestion de l'ICCN et la structure de partenariat du programme.

#### *PARK NATIONAL DES VIRUNGA (8 000 km<sup>2</sup>)*

---

Virunga, le plus ancien parc national d'Afrique et l'un des plus variés en termes de paysages et de biodiversité, a été parmi les plus atteints. Situé à la frontière, il a subi les effets du génocide au Rwanda et des réfugiés en résultant, ainsi que des guerres au Congo. Le projet de l'IGCP dans le secteur sud a maintenu des opérations de conservation, le contrôle et le soutien du personnel dans les territoires des gorilles tout au long des guerres mais il n'y a aucun partenaire dans les secteurs central et nord du parc depuis 1991. Ces gardes n'ont pas été payés pendant plusieurs années avant l'arrivée des fonds de l'UNF/UNESCO. Le paiement a donc considérablement remonté le moral ; les activités de patrouille ont été relancées et des améliorations apportées à l'application des lois sur la conservation ont déjà donné lieu à une augmentation des résultats.

Comme le montre la carte, de grandes parties du parc ont été envahies pour l'agriculture et dans d'autres secteurs par le braconnage, l'exploitation forestière ou la construction. Au sud-ouest, plus de 10.000 personnes, essentiellement des réfugiés sont établis dans le parc et pratiquent l'agriculture, l'élevage de bétail et la production de charbon de bois. Dans le sud se trouvent des poches de résistance de l'Interhamwe mais il y a une bonne coopération entre les militaires locaux et les gardes du parc et les patrouilles effectuées dans ces zones sont d'un intérêt mutuel. Les mouvements de repli des militants de l'Interhamwe traversant le secteur sud ces temps derniers ont causé des problèmes de sécurité et au moins deux gorilles ont été tués et mangés mais les gardes poursuivent leurs patrouilles et la collaboration transfrontalière pour la conservation des gorilles.

Dans le secteur central, l'agriculture et la construction se sont développées à l'est et sur la bordure ouest du lac où tous les anciens postes de patrouille ont été transformés en pêcheries. Les villages de pêcheurs le long du lac se sont étendus et deux nouvelles entreprises de pêche ont été officiellement créées par les autorités pendant la guerre. Le domaine de chasse de Rutshuru est occupé à 90 % par la population et des plantations. Dans le nord, des camps militaires occupent des parties du parc et vivent au moins partiellement de la terre. 50 % du secteur est peu sûr et hors du contrôle de l'ICCN. Près de 300 familles avec environ 3.000 têtes de bétail sont installées dans le secteur nord du parc. Le soutien du projet de l'UNESCO/UNF et la mission diplomatique du Centre du patrimoine mondial est vivement demandé pour aborder la question du respect des limites du parc avec les autorités.

Les principaux partenaires sont le projet de l'IGCP comprenant l'AWF, la FFI et le WWF, ainsi que le *Virunga Education Project* du WWF. Le paiement des gardes est assuré par le WWF, la DFGF a un projet au Mont Tshaberimu et le projet Darwin/ZSL pour le suivi des patrouilles et le projet Albertine Rift de la WCS viennent apporter un soutien supplémentaire. Les projets de l'IGCP et du PNVi paient les salaires des gardes depuis juin 2001. Etant donné qu'il manque un partenaire au projet pour assurer les rations et les

médicaments des patrouilles ainsi que le paiement des salaires du personnel d'encadrement et que le nombre d'employés à payer indiqué dans le document du projet s'est par la suite avéré trop faible, il a été convenu que les gardes recevraient, la première année, uniquement la prime de base et que le montant des primes de performance serait consacré au paiement du personnel supplémentaire et aux rations des patrouilles. Le personnel d'encadrement est pris en charge par un fonds commun alimenté par d'autres projets de la région, notamment le projet Albertine Rift de la WCS et le projet Darwin/ZSL. Une source de soutien à long terme de ces deux éléments est recherchée. La direction provinciale de l'ICCN et la position politique du coordinateur et leurs bureaux nécessitent aussi un soutien de la part des projets locaux, situation qui requiert une solution plus régionale et à plus long terme. Le précédent coordinateur, M. Mburanumwe Chiri Anicet est décédé en octobre 2001. Il a été remplacé par M. Isaac Chifaruru qui a proposé plusieurs mutations de personnel et le directeur provincial M. Bakinahe a été remplacé par le conservateur Kajugu.

#### PARC NATIONAL DE KAHUZI BIEGA (6 000 km<sup>2</sup>)

Le Parc national de Kahuzi Biega, situé au sud du Kivu, comprend 6 000 km<sup>2</sup> de forêt de montagne et de plaine et protège le gorille de plaine (*Gorilla gorilla graueri*) et de nombreuses autres espèces des forêts. Le plus gros problème pour le Parc national de Kahuzi Biega, a été le développement, ces dernières années, de l'exploitation minière de coltan dans le secteur sud du parc et les répercussions négatives sur l'environnement causées par les personnes y travaillant, parmi lesquelles des factions rebelles armées. Au début de 2001, lorsque le prix du coltan se situait entre 80 et 100 dollars E.U. le kilo, il y avait plus de 69 camps d'exploitation minière et 15.000 personnes dans le parc. (Carte 2). Tous vivaient de la terre. Il apparaît qu'il ne reste plus d'éléphants dans les forêts de montagne ou de plaine et qu'il reste très peu d'autres espèces. Ces derniers mois, le prix du coltan ayant chuté à 1 à 10 dollars E.U. le kilo, deux camps principaux ont été fermés, de nombreux négociants sont partis et le trafic aérien du minerai à partir de cette zone du parc a diminué. On estime cependant qu'une grande partie de la population locale reste dans les camps et le rétablissement des populations d'animaux sauvages prendra du temps. Le secteur est sous le contrôle des Mai Mai ce qui cause des problèmes potentiels de sécurité au personnel du parc essayant d'y rétablir la protection. Le gouverneur a annulé les licences accordées à 12 fermiers mais le problème de l'occupation du sol à des fins de culture dans le corridor incombe à un puissant magistrat installé là malgré une vigoureuse action de la part des autorités. Il a été demandé à l'UNESCO d'aider à renforcer l'action curative.

Malgré cela, les gardes continuent de patrouiller dans les montagnes et le personnel d'encadrement et les partenaires font tous leurs efforts pour résoudre les problèmes. La surveillance des gorilles continue et deux bébés gorilles sont nés, portant le total connu à 130 avec deux groupes habitués importants. Le contrôle de l'application des lois a été mis en œuvre avec une approche qui sera modifiée pour la rendre plus conforme à la méthodologie convenue.

83 gardes ont été payés avec les fonds de l'UNF depuis juin 2001. Il y avait à l'origine une certaine résistance au fait que les primes de l'UNF venaient remplacer les fonds versés auparavant par la GTZ au lieu de s'ajouter à ceux-ci. Les primes de performance sont versées tous les trois mois sur la base de la couverture du parc effectuée par les patrouilles

et les gardes sont heureux d'avoir reçu ces primes. Ils continuent de patrouiller dans le secteur montagneux du parc en dépit des dangers.

#### *PARC NATIONAL DE LA SALONGA (36 000 km<sup>2</sup>)*

---

Salonga, la plus vaste zone protégée de forêt du bassin central connue pour ses bonobos ou ses chimpanzés pygmées parmi diverses espèces de la forêt, est le seul site du patrimoine mondial se trouvant dans le secteur du pays contrôlé par le gouvernement (à savoir l'ICCN, Kinshasa). Depuis juillet/août 2001, 20 % du secteur sud a été repris par les forces de la RDC-Goma et de nombreux gardes et membres du personnel d'encadrement ont été provisoirement retirés. Le personnel de l'ICCN continue de travailler au nord et au nord-ouest mais vu l'immensité de la zone et l'insuffisance du soutien logistique, des patrouilles sont effectuées dans seulement 11 % environ du parc.

Un groupe conjoint de la Milwaukee Zoological Society (ZSM) et de l'ICCN a évalué le nombre de personnes travaillant dans le parc. Il a été constaté que sur les 86 personnes calculées pour les 4 postes du nord, seules 74 étaient présentes. Celles-ci ont reçu des compléments de salaire de l'UNF/UNESCO pour les mois de juin et juillet 2001. Ces versements ont grandement remonté le moral car le personnel n'avait pas été payé pendant 3 ans. Les salaires du gouvernement étaient bloqués par la guerre et il n'y avait aucun projet partenaire axé sur la gestion ayant pu assumer la responsabilité de payer le personnel comme dans d'autres sites. Cette situation faisait aussi qu'il n'y avait pas de partenaire ayant une ligne budgétaire disponible pour payer le personnel d'encadrement comme c'est le cas dans le système convenu du projet de l'UNESCO/UNF. A titre de mesure d'urgence pour la première année, il a donc été décidé de ne pas verser les primes de performance et de partager les fonds disponibles entre tous les membres du personnel et de prendre en charge les médicaments et les rations des patrouilles. Il en a résulté que tout le personnel est nettement moins payé que dans les autres sites du patrimoine mondial et il faut trouver le soutien supplémentaire pour les rations et le personnel d'encadrement afin que les gardes bénéficient des mêmes conditions que les autres. Une équipe conjointe ZMS/ICCN sur le terrain comprenant le Dr. Gay Reinartz, le coordinateur de la ZMS et Inogwabini Bila Isia, représentant local de la ZSM, est actuellement dans le parc pour évaluer la situation et payer le soutien des prochains mois. Le *Lukuru Wildlife Project* s'est rendu dans le sud du parc en septembre pour y évaluer la situation et a amené du matériel et des médicaments au personnel.

Selon les conservateurs, le braconnage à des fins alimentaires a été relativement important mais les primates ont été généralement peu touchés. C'est une zone difficile d'accès mais le personnel de la MONUC a été extrêmement obligeant en transportant le personnel et en effectuant le paiement des gardes et le soutien du projet a considérablement remonté le moral du personnel de l'ICCN qui avait assuré la gestion dans des conditions difficiles et dans un certain isolement.

## ENSEIGNEMENTS TIRES DE L'EVALUATION DES RESULTATS

**Objectif 1 : Le soutien spécifique aux sites du patrimoine mondial** absorbe la plus grande partie des fonds et varie quant au calendrier de la mise en œuvre. Les activités 1.1.1 et 1.1.2 ont nécessité la planification et l'établissement de structures et ont donc été terminées dans les phases d'élaboration du projet. La cristallisation de ces structures en collaboration s'est avérée être un outil précieux pour le programme. Activité 1.1.3 : le soutien du personnel local a bénéficié de 66 % des fonds la première année mais dans la plupart des cas, cette activité est en retard de 6 à 12 mois par rapport au calendrier. La plupart des organisations avaient établi leur propre budget en pensant que les fonds seraient reçus à temps pour commencer la mise en œuvre en juillet 2000. Les problèmes institutionnels sont ici la principale entrave aux opérations et aux procédures administratives nécessaires de présentation de rapports et de transfert de fonds. Il n'a pas été demandé à l'Unité de coordination de donner des conseils pratiques concernant l'élaboration de procédures qui faciliteraient les opérations sur le terrain et le nombre d'organisations différentes de mise en œuvre dont les contrats commencent à des dates différentes rend la gestion difficile. La majeure partie des fonds est consacrée à cette activité qui souffre le plus. Il est primordial que les systèmes administratifs soient simplifiés et rendus plus compatibles avec la situation sur le terrain.

Le paiement du soutien du personnel local a été évalué par tous les participants à l'atelier de Laikipia sur l'application des lois. Chaque site a exposé comment le paiement des primes avait été effectué, a fait part des critères utilisés et des succès et des problèmes rencontrés. Les tableaux suivants résument les résultats pour servir de lignes directrices aux améliorations :

<i><b>TYPE DE PRIME</b></i>	<i><b>SYSTEME DE CALCUL</b></i>	<i><b>SOURCE DE SOUTIEN</b></i>
<b>BASE</b>	PNKB \$1/jour  RFO \$1/jour  PNS \$24 /mois + \$2 PNVi \$30/mois PNG \$1/jour, mais bloqué	UNF GTZ 45 ex braconniers & ex-Diprov. UNF 55 GIC 22 nouvelles recrues UNF 150 + \$2 du gouv. UNF UNF & IRF
<b>PERFORMANCE</b>	PNKB Système souple, trimestriel, évaluation relative de la couverture, du comportement etc. RFO système fixé d'avance PNS Pas de prime de performance PNVi Pas de prime de performance PNG système fixé mais le paiement des primes est bloqué	UNF & GTZ  UNF & GIC  UNF & IRF
<b>PERSONNEL D'ENCADREMENT</b>	PNKB RFO PNS prélèvement partiel sur les fonds de l'UNF PNVi masse commune PNG	GTZ GIC & WCS UNF  WCS, Darwin/ZSL, IGCP IRF
<b>RATIONS</b>	PNKB – OK RFO – OK PNS – prélèvement partiel sur les fonds destinés aux primes apportés par l'UNF	GTZ GIC UNF

	PNVi – insuffisant, prélèvement partiel sur les fonds de l'UNF N&C, IGCP Sud PNG – paiement bloqué	UNF & IGCP  IRF
--	--	-----------------------

## SUCCESES

FACTEURS	PNKB	RFO	PNS	PNViN&C	PNViS	PNG
Moral	Gardes anciens braconniers ↘ ↗	↑	N ↑ S ↘	▲	→	↘
Perception du site	↑	↑	↑	↗	↖	
Efficacité des activités de protection	→	↑	↗	↗	→	
Couverture des activités de protection	↑	↖	↖	↖	→	

## PROBLEMES

PROBLEME	PNKB	RFO	PNS	PNVi N&C	PNVi s	PNG
Confusion sur le nombre de membres du personnel	X	X	XX	XXX	XX	
Primes de performance et absence de celles-ci			XXX	XXX	XXX	
Discordance par rapport aux primes antérieures	X	X			X	
Rations / médicaments			XX	XX		
Retards de paiement (Logistiques/ Institutionnels)	X	XX	XX	X	X	XXX
Soutien du personnel d'encadrement			XX	XXX		
Problèmes politiques					X	XX
Continuité du paiement par l'UNESCO	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX

**Objectif 2 – Les activités conjointes de soutien au renforcement des capacités** sont en retard par rapport au calendrier pour toutes les activités mais elles progressent. Les problèmes institutionnels et politiques ont été cruciaux dans ce domaine, y compris pour quatre reports de cours de formation des gardes dus à des problèmes d'obtention de passeports pour les stagiaires. La formation au contrôle de l'application des lois est en cours et certaines des activités de suivi ont été réalisées par des programmes existants. Les exercices de planification conjointe du travail de suivi et communautaire seront faits sous peu.

**Objectif 3 – Le soutien international et diplomatique** est le secteur d'activité dont la mise en œuvre a commencé le plus rapidement, la totalité des 7 activités étant en cours avec 21 activités secondaires différentes. Les raisons de ceci sont notamment :

- 1) le fait que les missions diplomatiques et la communication sont nécessaires comme premières activités pour informer, constituer le cadre et faciliter un bon contexte de travail dans une situation d'instabilité et pour répondre rapidement à la résolution des problèmes ;
- 2) le fait que ces activités ne nécessitent la mobilisation que d'un petit nombre de personnes et n'ont pas eu besoin de faire appel à des organisations intermédiaires pour la mise en œuvre.

**Objectif 4 – Le financement durable** est dans les délais prévus, la première phase d'élaboration du concept étant effectuée. Ceci nécessite ici encore la participation d'un petit nombre de personnes et aucune étape institutionnelle intermédiaire n'est nécessaire.

**Objectif 5 – Les enseignements tirés** sont une activité qui est en cours comme il convient, y compris pour chaque étape de compte rendu et une évaluation plus complète tous les deux ans.

Au vu de ce qui est énoncé plus haut, les problèmes essentiels sont d'ordre administratif, institutionnel et politique. Nous proposons d'améliorer les points suivants pour obtenir une plus grande efficacité du projet.

- Simplifier et réduire la durée contractuelle et administrative et les processus nécessaires aux transferts de fonds. Faire davantage confiance aux ONG/à l'ICCN partenaires dans le contrôle des systèmes au niveau des sites, et à l'Unité de Coordination en déléguant plus de pouvoirs et de responsabilités pour assurer les comptes rendus et favoriser la rapidité des transferts de fonds ;
- Harmoniser les processus de compte rendu avec les phases contractuelles ; et
- Améliorer les communications.